

Soutien parlementaire à un projet d'observation de l'Union africaine au Burundi

PANA, 19 août 2016 Bujumbura, Burundi - L'Assemblée nationale a publié, jeudi, une déclaration invitant le gouvernement burundais à accélérer les procédures de signature d'un mémorandum d'entente avec l'Union africaine sur un vieux projet de déploiement de 200 observateurs militaires et civils de la situation de crise politique et des droits humains, en cours depuis plus d'un an au Burundi. L'attente dure depuis le début de l'année et pour le moment moins d'une trentaine d'observateurs de l'UA qui s'activent discrètement dans un environnement socio-politique tendu au Burundi.

Les choses commencent néanmoins à bouger depuis le vote du 29 juillet dernier de la très controversée «Résolution 2303» du Conseil de sécurité qui se propose de renforcer les observateurs de l'UA par 228 policiers onusiens. Le déploiement des experts militaires et civils de l'UA n'attendrait plus que la finalisation du mémorandum d'entente. Rassurant, le 2 août dernier, le porte-parole et Secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba, tout en rejetant catégoriquement l'offre des policiers onusiens. Certains dans les milieux officiels à Bujumbura croient à un «piège» des Nations Unies qui profiteraient du moindre incident dirigé contre les 228 policiers pour intervenir plus massivement au Burundi, sous prétexte de vouloir sauver ses agents. Au plus fort de la crise de 2015, il était question, pour les Nations Unies de déployer 3.000 casques bleus chargés de protéger les populations civiles contre les risques d'un «génocide» au Burundi. Face à la farouche opposition du pouvoir burundais, soucieux de défendre la souveraineté nationale et en l'absence de situation avérée de belligérance et de signes évidents de génocide, la communauté internationale se contenterait aujourd'hui de sauver la face par une présence symbolique de quelques éléments, à un «non armés», maintient Bujumbura. Du côté de l'opposition, l'idée d'une force étrangère «consistant» jugée politiquement correcte et salutaire pour ne pas en arriver à une nouvelle guerre civile, après celle encore présente dans les esprits de 1993 à 2006. Les Nations Unies estiment d'ailleurs à au moins 500 tués et autour de 270.000 exilés depuis le début de la crise, en avril 2015, au Burundi. Mieux qu'une intervention étrangère qui risque de mettre de l'huile sur le feu, nombreux analystes à Bujumbura attendent de la communauté internationale un soutien plus agissant aux efforts de médiation sous-régionale conduite par de l'ancien président tanzanien, Benjamin William Mkapa. Une force de police internationale aurait également sa place dans ce processus de dialogue, notamment pour rassurer ceux des acteurs politiques burundais de l'opposition, actuellement en exil à l'étranger, par peur pour leur sécurité. L'UA en a même été chargée avec succès d'une opération similaire, avec l'aide d'un contingent militaire sud-africain et de nombreuses importantes personnalités burundaises rentrant d'exil, au sortir de la guerre civile des années 1990-2000.